



**REPRÉSENTATION PERMANENTE
DE LA FRANCE AUPRÈS DE
L'UNION EUROPÉENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la justice
et des affaires intérieures**

Bruxelles, le 21 décembre 2020

Le Chef du service de la justice et des affaires intérieures

à

Objet : notifications des autorités françaises des autorités compétentes en vertu de l'article 24 du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation

Référence : cad-2020-0571434-jpc-1015-2020

P.J. : Note des autorités françaises

Vous trouverez, ci-joint, les notifications des autorités françaises des autorités compétentes en vertu de l'article 24 du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation.

Pierre REGNAULT de la MOTHE

Note des autorités françaises

Objet : Notifications des autorités françaises des autorités compétentes en vertu de l'article 24 du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation

Réf. :

Les autorités françaises souhaitent faire parvenir les réponses suivantes à la Commission européenne.

Les autorités françaises souhaitent désigner :

- **Pour les décisions de gel** : le procureur de la République, les juridictions d'instruction, le juge des libertés et de la détention et les juridictions de jugement compétents en qualité d'autorité d'émission et le juge d'instruction en qualité d'autorité d'exécution ;
- **Pour les décisions de confiscations** : le ministère public en qualité d'autorité d'émission et le tribunal correctionnel sur requête du Procureur de la République en qualité d'autorité d'exécution.

Par ailleurs, le **Parquet européen est désigné en qualité d'autorité d'émission des décisions de gel** comme les autorités françaises souhaitent l'indiquer par la déclaration suivante : « Conformément aux dispositions de l'article 24, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et des décisions de confiscation, la France, en tant qu'État membre de l'Union européenne participant à la coopération renforcée concernant la création du Parquet européen, communique à la Commission européenne, par la présente, que le Parquet européen, dans l'exercice de ses compétences, telles qu'elles sont prévues aux articles 22, 23 et 25 du règlement (UE) 2017/1939 du Conseil, est compétent pour agir en tant qu'autorité d'émission au sens de l'article 2, point 8, du règlement (UE) 2018/1805 aux fins d'émettre des décisions de gel et des certificats de gel au sens du règlement (UE) 2018/1805 ».